

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 17/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **COSTELLA SA**

195 BOULEVARD FELIX FAURE  
93300 Aubervilliers

Code AIOT : 0007404437

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2023 dans l'établissement COSTELLA SA implanté 195 BOULEVARD FELIX FAURE 93300 Aubervilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COSTELLA SA
- 195 BOULEVARD FELIX FAURE 93300 Aubervilliers
- Code AIOT : 0007404437
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COSTELLA SA exerce sur son site des activités de tri, transit de déchets métalliques (métaux ferreux et non ferreux) et de déchets dangereux (batteries). Le site est également équipé d'une presse cisaille, qui permet le traitement d'environ 120 tonnes de déchets métalliques par jour. Les apports de déchets sont réalisés par des entreprises spécialisées (collecte par la société LOCAFER notamment) et des producteurs initiaux (entreprises de démolition, artisans, particuliers). Le site est équipé d'un espace dédié à l'achat au détail.

Environ dix-huit personnes sont présentes sur le site, dont du personnel de la société LOCAFER qui réalise pour la société COSTELLA SA de la prestation de service, en mettant notamment du matériel à disposition et en réalisant la collecte des déchets métalliques sur les chantiers. L'activité

de transport par route de déchets de la société LOCAFER est déclarée en Préfecture (récépissé de déclaration du 08/10/2015).

Les horaires d'ouverture de l'installation sont les suivants : 7h30/12h, 13h30/17h du lundi au jeudi, fermeture à 16h le vendredi et ouverture de 8h à 11h30 le samedi.

L'installation est régulièrement autorisée, par arrêté préfectoral complémentaire du 23/04/2010, à exploiter des installations classées sous les rubriques 2713-1 [A] ; 2791-1 [A] et 2718-2 [A] avec le bénéfice des droits acquis. Le fonctionnement de l'installation est réglementé par l'arrêté préfectoral du 27/06/1975, complété par l'arrêté préfectoral du 31/05/1996 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/11/2018.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mesures acoustiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites de bruit	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25 > I.	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures ont été effectuées avec la présence de l'Inspection des installations classées. L'activité du site lors de ces mesures était représentative d'une activité normale.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Valeurs limites de bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 25 > I.		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, /		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :		
<b>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT</b> existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	<b>ÉMERGENCE ADMISSIBLE</b> pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	<b>ÉMERGENCE ADMISSIBLE</b> pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.		

**Constats :**

Les mesures acoustiques demandées lors de la précédente visite ont eu lieu le vendredi 03 novembre 2023 en présence de l'Inspection des Installations Classées.

Ces mesures ont été réalisées par la société CDB Acoustique.

Cette dernière a utilisé 3 sonomètres disposés aux deux entrées du site et au pied de l'immeuble du plaignant.

Les mesures ont duré 1h30 réparties en 1h pour le site en activité et 30 minutes pour estimer le bruit ambiant (site fermé).

L'activité de Costella a été représentative d'une activité normale pendant les mesures. En effet, des chargements, déchargements, découpes, cisailage et manipulation de métaux ont eu lieu.

L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport de ces mesures dès réception.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet